Par Hannah Einhaus

La vie d’Ahmed Huber, qui a fait entrer l’activisme pro-palestinien en Suisse.

« Génocide », « épuration ethnique », « expulsion » : ces accusations contre Israël, associées à des mesures de boycott, sont toutes mentionnées dans la résolution du PS adoptée le 25 octobre à Sursee. Il n’est pas surprenant que les socialistes s’opposent aussi clairement à Israël. La solidarité avec la Palestine, au contenu parfois discutable, est une longue tradition au sein de la gauche suisse.

Dans les années 1960, le journaliste bernois Ahmed Huber a été un précurseur au sein du PS. Après une rencontre à Beyrouth avec l’ancien grand mufti de Jérusalem et ami d’Hitler Mohammed Amin al-Husseini, il a importé directement en Suisse l’idéologie d’extermination de ce dernier.

Chez l’ex-nazi au Caire

Albert Friedrich Armand Huber, de son vrai nom, était marié à une Égyptienne et s’est converti à l’islam en 1962 auprès des Frères musulmans à Genève. Il a approfondi sa foi au Caire. Le journaliste et homme politique, qui se faisait désormais appeler Ahmed Abdallah Ramadan al-Swissri, avait auparavant été en contact avec l’islam en tant que partisan du PS pendant la guerre d’indépendance algérienne.

Lors de séjours prolongés au Caire, il s’est lié d’amitié avec l’ancien propagandiste nazi Johann von Leers, lui aussi converti. Von Leers était autrefois un proche collaborateur du chef de la propagande nazie Joseph Goebbels. Au Caire, de 1955 à sa mort en 1965, il a assuré une diffusion efficace de la haine des Juifs et de l’idéologie exterminatrice dans les pays arabophones.

Grâce à von Leers, Huber a eu accès en 1965 à l’ancien grand mufti de Jérusalem, qui vivait alors à Beyrouth à l’âge de 70 ans. Depuis le mandat britannique, à partir des années 1920, Mohammed Amin al-Husseini considérait que la Palestine faisait partie du Dar al-Islam, l’espace islamique. Pas de douane pour les juifs, pas de douane pour les puissances impériales. Le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes ne semblait pas s’appliquer au cas des Juifs.

La rencontre a été une « révélation

Husseini était convaincu de la conspiration juive mondiale et attribuait aux juifs des forces diaboliques. En tant que voix importante au sein de la confrérie des Frères musulmans, fondée en 1928 au Caire, il a réussi à établir cette image de l’ennemi « juif » et « sioniste » surpuissant, d’abord dans le monde musulman, puis dans le « Sud global ».

Ahmed Huber a raconté dans une interview ultérieure avec le journaliste français Pierre Péan que la rencontre avec Husseini avait été pour lui une « révélation ». Elle lui a montré une « version complètement différente » de l’histoire et de la nature du « Troisième Reich ».

Après son retour à Berne, Huber a commencé à diffuser ses récits – anticoloniaux, antisémites, pro-arabes et truffés de propagande islamiste et nazie. A cette époque, il travaillait notamment comme correspondant au Palais fédéral pour les journaux de l’AZ-Ring, proches du Parti socialiste.

Jusqu’à la fin des années 1960, Israël, qui bénéficiait en Suisse de la sympathie de la droite à la gauche en tant que petit État démocratique dans un environnement hostile, s’est vu refuser le droit d’exister à la manière d’un mufti. En 1967 et 1968, il publie deux articles révélateurs dans la revue non-conformiste « Neutralité ».

Un État qui n’est pas régi par la loi islamique n’a aucune chance d’être reconnu et de connaître la paix, écrit-il dans l’édition de septembre 1967, peu après la guerre des Six Jours. « Celui qui s’installe dans le Dar-al-Islam par la ruse et la violence et qui harcèle ou expulse les musulmans, Dieu prescrit contre lui dans le Coran le djihad – la guerre sainte de défense de l’islam ».

En d’autres termes, un État sous souveraineté juive est inacceptable pour les islamistes, et la paix est impensable. Cette position du djihad a cependant « commencé bien avant 1948 ». L’article n’était donc pas une réaction à la guerre des Six Jours quelques mois auparavant, mais un rejet du droit à l’existence d’Israël par excellence.

Un membre du PS en contact avec l’extrême

droite

Après son retour du Caire en Suisse, Huber a noué des liens étroits avec le financier lausannois et sympathisant nazi François Genoud, qui avait financé la défense lors du procès Eichmann et qui, à partir de 1969, est devenu actif pour les terroristes palestiniens du FPLP. Dans les années 1970 et 1980, Huber a intensifié ses relations avec les mollahs qui dirigent l’Iran depuis 1979.

Jusqu’à sa retraite en 1989, Huber a travaillé comme journaliste pour plusieurs éditeurs de journaux suisses. Après la presse du PS dans les années 1960, il a travaillé pour la « Basler Zeitung », la « Weltwoche » et le « Deutscher Depeschendienst », puis pour Ringier à partir de 1981.

Après 1989, il a commencé à collaborer plus étroitement avec l’extrême droite, les négationnistes et les islamistes, y compris l’Iran. Il n’a été renvoyé de sa section PS de Berne Est qu’en 1994, lorsque ces liens avec l’extrême droite ont été rendus publics. En tant que cofondateur d’une banque à Lugano, il a été le seul Suisse à figurer sur la liste des terroristes des États-Unis de 2001 jusqu’à sa mort en 2008. Cette banque était soupçonnée d’avoir participé au financement des attentats du 11 septembre 2001 à New York.

Débat avec le pasteur Kurt Marti

En 1967, Huber était encore seul au sein du PS avec sa position antisioniste et anticoloniale. La guerre des Six Jours avait donné lieu à de nombreuses actions de solidarité avec Israël dans les villes suisses, et le maire socialiste de Berne, Reynold Tschäppät, s’était lui aussi mobilisé. Les choses allaient bientôt changer dans le sillage de la révolte de 68 : L’antisionisme faisait de plus en plus partie de l’identité de la gauche européenne.

En mars 1968, Huber récidive dans « Neutralité ». Sous le titre « Plaidoyer pour le mélange des races », il fait l’éloge de l’Islam en tant que « religion aveugle aux couleurs », qui ne connaît pas de frontières raciales. En contraste, il dépeint le « délire racial » actuel – en se référant notamment aux émeutes raciales aux États-Unis – comme un « phénomène occidental chrétien de l’Ancien Testament ».

Un mythe racial s’est enraciné dans l’âme de l’Occidental, dont la source se trouve dans l’Ancien Testament, où se trouvent les « idées délirantes sur le sang et la

race ». En se référant à des passages précis des livres de Moïse, il a prétendu démontrer une condamnation des Noirs à l’esclavage éternel, un « génocide contre les sous-hommes » et une « honte raciale en tant que fait ». Dans le numéro suivant de « Neutralité », le pasteur bernois Kurt Marti a démonté l’article de Huber dans une longue lettre de lecteur bien étayée.

Les graines de Huber portent leurs fruits

Ahmed Huber a commencé au sein du PS en 1967 en tant que crieur solitaire dans le désert. Sa propagande continue dans les médias AZ, sous la direction du rédacteur en chef Helmut Hubacher, s’est accompagnée de messages d’extermination contre Israël lors des attaques terroristes du FPLP en Europe et des États arabes lors de la guerre du Yom Kippour en 1973. En 1974, le chef de l’OLP Yasir Arafat a porté avec succès sur la scène mondiale l’éradication d’Israël comme formule de résistance coloniale, lors de son intervention à l’ONU à New York.

Arafat était le fils politique de Mohammed Amin al-Husseini, un ami d’Hitler. Un an après l’intervention d’Arafat, le 10 novembre 1975, l’ONU condamnait officiellement le sionisme comme étant du racisme – un autre triomphe pour le grand mufti de Jérusalem, décédé entre-temps. Le sionisme, en tant que droit à l’autodétermination des Juifs, n’était plus à l’ordre du jour. Avec cette décision de l’ONU, les positions antisionistes faisaient désormais officiellement partie des droits de l’homme. Le président du parti socialiste suisse Helmut Hubacher, élu la même année, et les Jeunes socialistes, créés peu de temps auparavant, partageaient ce point de vue. L’ONU a certes abrogé la résolution de 1975 en 1991. Mais la position selon laquelle le sionisme est du racisme a persisté au sein de la gauche.

Aujourd’hui majoritaire au sein du PS suisse

Depuis lors, les sociaux-démocrates, les Verts et une partie des églises réformées ont construit des réseaux en Suisse qui ont rendu l’OLP, le FPLP et, plus tard, en partie le Hamas, acceptables en Suisse. Huber a sans doute été, surtout dans les premières années, un important ouvreur de portes entre la Berne fédérale, le PS, la Genève internationale et les contacts arabes. Les membres du PS qui continuaient à considérer le sionisme dans son sens originel d’autodétermination nationale du peuple juif se sont retrouvés de plus en plus sur la défensive et sont aujourd’hui pratiquement silencieux au sein du PS – ou l’ont quitté.

Ahmed Huber, l’homme qui a inventé l’antisémitisme au sein du SPS

Fin octobre, les deux tiers des délégués du PS suisse ont décidé d’accuser Israël de « génocide » et de le punir par un boycott. Ils considèrent ainsi que la ligne idéologique d’Albert Ahmed Huber, partisan du nazisme et du grand mufti, est crédible et ne pose pas de problème particulier.

A l’échelle mondiale, ils sont ainsi en bonne compagnie, par exemple avec la nouvelle star new-yorkaise Zohran Mamdani. Pour autant que l’on puisse qualifier de « bons » les objectifs des nazis et des djihadistes – extermination des Juifs et intifada mondiale.

Hannah Einhaus est une historienne et publiciste bernoise. En 2024, après 27 ans, elle a mis fin à son adhésion au PS pour protester contre les positions anti-israéliennes du parti.